

DECRET N° 2011-034 /PR
portant statuts de l'institut national d'assurance maladie (INAM)

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale,
Vu la Constitution du 14 octobre 1992 ;
Vu la loi n° 2011-003 du 18 février 2011 instituant un régime obligatoire d'assurance maladie des agents publics et assimilés ;
Vu le décret n° 2008-050/PR du 7 mai 2008 relatifs aux attributions des ministres d'Etat et ministres ;
Vu le décret n° 2010-035/PR du 7 mai 2010 portant nomination du Premier ministre ;
Vu le décret n° 2010-036/PR du 28 mai 2010 portant composition du gouvernement, modifié par le décret n° 2011-020/PR du 7 février 2011 ;
Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

CHAPITRE I^{er} - DISPOSITIONS GENERALES

Article 1^{er} : Le présent décret fixe les statuts de l'institut national d'assurance maladie ci-après désigné INAM, conformément aux dispositions de l'article 18 de la loi n° 2011-003 du 18 février 2011 instituant un régime obligatoire d'assurance maladie des agents publics et assimilés.

L'INAM est un établissement public jouissant de la personnalité juridique et de l'autonomie de gestion administrative et financière. Il se définit comme un organisme de sécurité sociale gérant la branche maladie. Il est un organisme à but non lucratif.

Article 2. : Le siège de l'INAM est établi à Lomé. Toutefois, à la demande du conseil d'administration, le siège de l'INAM peut être transféré en tout autre lieu sur le territoire de la République togolaise par délibération du conseil de surveillance.

Article 3 : Les dispositions des présents statuts sont complétées, en tant que de besoin, par les délibérations du conseil de surveillance, par arrêté du ministre de tutelle ou par les délibérations du conseil d'administration.

Article 4 : Conformément aux dispositions de l'article 10 de la loi n° 2011-003 du 18 février 2011 susvisée, l'INAM a pour mission d'assurer la couverture des risques liés à la maladie, aux accidents et aux maladies non professionnels et à la maternité des agents publics et de leurs ayants droit. A ce titre, l'INAM :

- assure la gestion du fonds d'assurance maladie des agents publics et assimilés en activité et à la retraite et de leurs ayants droit ;
- tient à jour les registres d'immatriculation des employeurs et des assurés et de leurs ayants droit ;
- définit et adapte un panier de soins de nature à assurer l'équilibre financier de l'INAM ;
- recouvre et enregistre les cotisations de l'assurance maladie ;
- passe, avec les prestataires de services de santé, des accords de partenariat aux fins d'assurer les prestations de santé continues et de qualité ;
- assure l'organisation et la coordination, notamment la collecte, la vérification et la sécurité des informations relatives aux bénéficiaires et aux prestations qui leur sont servies ;
- organise et dirige le contrôle médical en matière de soins et de prestations connexes, ainsi que l'application de la tarification des actes ;
- effectue, après vérification de la validité des factures et des droits aux prestations, les paiements aux prestataires de soins conventionnés, des services de soins effectués en faveur de ses bénéficiaires ;
- passe, s'il y a lieu, avec tout organisme de protection sociale, des conventions aux fins de participer à des programmes d'action sanitaire et sociale ;
- met en œuvre, en appui au ministère chargé de la santé, les actions de prévention, d'éducation et d'information de nature à améliorer l'état de santé des populations assurées ;
- crée, le cas échéant, des formations sanitaires, ses pharmacies et ses laboratoires d'analyses et d'imagerie médicale, des services d'intérêt commun, des antennes régionales et préfectorales.

L'INAM peut recevoir du Gouvernement toute autre mission en rapport avec son domaine d'activité.

Article 5 : L'INAM exerce son activité selon les principes d'organisation et de fonctionnement définis par les présents statuts.

CHAPITRE II - DE LA TUTELLE

Article 6 : Le ministre chargé de la sécurité sociale et le ministre chargé des finances exercent les tutelles technique et financière de l'État sur l'INAM dans les formes et conditions prévues par les textes en vigueur.

Article 7 : En sa qualité d'autorité de tutelle technique, le ministre chargé de la sécurité sociale veille :

- a. de façon générale, à la bonne exécution de la mission de service public confiée à l'INAM et s'assure du respect de l'ensemble des réglementations auxquelles elle est soumise ;

Le ministre chargé de la sécurité sociale donne, préalablement à leur examen par le conseil d'administration, un avis sur les projets d'organisation générale et de décisions relatives au statut du personnel, à l'octroi d'avantages au personnel, ainsi que sur les comptes de l'exercice, les programmes d'investissements et les projets de budgets.

Il participe à la négociation des contrats d'objectifs et en surveille l'application.

- b. au respect des règles applicables aux marchés de toute nature passés par l'INAM.

Les projets d'ordre du jour du conseil d'administration lui sont communiqués au moins quinze (15) jours avant la date prévue pour la tenue des sessions.

Les comptes rendus des délibérations du conseil d'administration lui sont également transmis dans un délai maximum de quinze jours, à l'issue duquel il dispose d'un délai égal pour formuler ses observations et s'opposer à l'exécution de ces délibérations si elles sont contraires à la loi ou aux objectifs de l'INAM ; le silence gardé au terme de cette période vaut acceptation.

Article 8 : L'INAM conclut avec l'État un contrat d'objectifs sur une période pluriannuelle conforme aux dispositions prévues par les textes en vigueur.

Article 9 : L'INAM est soumis au contrôle de l'État conformément aux textes en vigueur.

CHAPITRE III - DE L'IMMATRICULATION

Article 10 : Les personnes assujetties à l'INAM doivent être immatriculées. Pour leur immatriculation, elles doivent verser à l'INAM des frais de dossiers dont le montant est fixé par le conseil d'administration.

Article 11 : Pour l'immatriculation à l'INAM, les documents suivants sont exigés :

1) pour l'agent :

- une photocopie recto-verso de la carte nationale d'identité ou tout autre document équivalent ;
- un des trois (3) derniers bulletins de salaire ou tout autre document en tenant lieu.

2) pour le conjoint ou la conjointe :

- une photocopie de l'extrait d'acte de naissance ;
- une copie de l'extrait d'acte de mariage.

3) pour les enfants âgés de vingt et un (21) ans au plus :

- une copie de l'extrait d'acte de naissance ;
- un certificat de vie.

Deux (2) photos d'identité de chacune des personnes à immatriculer doivent être jointes au dossier.

Article 12 : Le nombre de personnes maximum couvertes par ménage est fixé à six (6) :

- l'agent public ;
- sa conjointe ou son conjoint ;
- quatre (4) enfants.

Article 13 : Il est délivré à tout agent assuré une carte d'immatriculation portant notamment ses noms et prénoms, son numéro matricule, la date de validité et tout autre renseignement nécessaire à son identification.

Il est délivré aux ayants droit âgés de plus de trois mois, une carte individuelle mentionnant en plus de leur identité, celle de l'assuré auquel ils sont rattachés et un matricule personnel d'ayant droit.

L'utilisation de cette carte est limitée aux besoins de santé personnelle de son titulaire.

Le prix de cession des différentes pièces d'immatriculation fournies par l'INAM aux assurés est fixé par le conseil d'administration.

Article 14 : L'établissement du duplicata d'une carte d'immatriculation égarée est subordonné à la production d'un certificat de déclaration de perte délivré par l'autorité compétente, accompagné d'une demande.

CHAPITRE IV - DE L'ORGANISATION ADMINISTRATIVE DE L'INAM

Article 15 : Conformément aux dispositions des articles 11 et suivants de la loi n° 2011-003 du 18 février 2011, l'INAM comprend les organes suivants :

- le conseil de surveillance ;
- le conseil d'administration ;
- la direction générale ;
- les délégations régionales et préfectorales.

Section 1^{ère} : Du conseil de surveillance

Article 16 : Le conseil de surveillance veille à la mise en œuvre des orientations définies par le gouvernement dans le domaine de l'assurance maladie obligatoire.

Il connaît des points de divergences entre le ministre de tutelle et le conseil d'administration.

Article 17 : Le conseil de surveillance est composé ainsi qu'il suit :

- le ministre chargé de la sécurité sociale, président ;
- le ministre chargé des finances, vice-président ;
- le ministre chargé de la santé, membre ;
- le ministre chargé de la fonction publique, membre ;
- le ministre chargé de l'action sociale, membre.

Article 18 : Le conseil de surveillance se réunit sur convocation de son président en session ordinaire une fois par an et en session extraordinaire chaque fois que de besoin.

Le secrétariat du conseil de surveillance est assuré par le directeur général de l'INAM ou à défaut par une équipe technique mise en place par le président.

Section 2 : Du conseil d'administration

Article 19 : Le conseil d'administration assure, par ses délibérations, la bonne exécution des missions assignées à l'INAM.

Sa composition obéit à la règle de la représentation paritaire entre les représentants de l'État et de ses démembrements et ceux des agents publics.

En application de cette règle, le conseil d'administration est composé de douze (12) membres avec voix délibérative, conformément à l'article 14 de la loi n° 2011-003 du 18 février 2011.

Sont membres avec voix délibérative :

- un (1) représentant du ministère chargé de la sécurité sociale ;
- un (1) représentant du ministère chargé des finances ;
- un (1) représentant du ministère chargé de la santé ;
- un (1) représentant du ministère chargé de la fonction publique ;
- un (1) représentant des ministères chargés des forces de sécurité et de défense ;
- un (1) représentant du ministère chargé des collectivités locales ;
- six (6) représentants du groupe des assurés dont :
 - quatre (4) représentants des syndicats les plus représentatifs des agents publics en activité dont un relevant des collectivités locales et un des établissements publics administratifs ;
 - un représentant des militaires de carrière ;
 - un représentant des associations des agents publics retraités.

Article 20 : Les membres du conseil d'administration visés à l'article 19 ci-dessus sont désignés par les autorités, les structures ou les organisations dont ils relèvent pour un mandat de trois (3) ans renouvelable une fois.

Article 21 : Prennent part aux travaux du conseil d'administration :

- le directeur général assisté de tout collaborateur en cas de besoin, avec voix consultative ;
- le ou les commissaire (s) aux comptes lorsque le conseil statue sur les comptes annuels de l'INAM.

Article 22 : Le conseil d'administration peut s'adjoindre, à titre consultatif, toute autre personne dont l'expertise est nécessaire.

Article 23 : Les fonctions d'administrateur sont gratuites.

Toutefois, les administrateurs perçoivent une indemnité compensatrice des frais engagés dans l'accomplissement de leur mission. Le montant de cette indemnité est fixé par un arrêté du ministre de tutelle après avis du conseil de surveillance.

Article 24 : Les fonctions d'administrateur sont incompatibles avec tout emploi rémunéré par l'INAM.

Il est interdit, aux membres du conseil d'administration, sous peine de révocation, de prendre ou de conserver un intérêt direct ou indirect dans une transaction passée avec l'INAM.

Article 25 : Les administrateurs représentant les agents publics bénéficient, au sein de leurs administrations et entreprises respectives, de la même protection que celle accordée aux délégués syndicaux et aux délégués du personnel par les textes en vigueur.

Article 26 : La répartition des sièges au sein du collège des agents publics se fait conformément aux suffrages obtenus par chaque organisation syndicale lors des dernières élections syndicales déterminant leur représentativité.

A défaut d'élections ou d'accords, la répartition des sièges se fait par arbitrage selon des modalités définies par le ministre chargé des organisations professionnelles.

Article 27 : En cas de vacance d'un poste d'administrateur par suite de démission, de révocation, de déchéance, d'incapacité ou de décès, il est pourvu au remplacement de l'administrateur concerné dans un délai maximum de deux (2) mois.

Le mandat de l'administrateur ainsi désigné prend fin à la date à laquelle expire le mandat de l'administrateur remplacé.

Est révoqué par le ministre de tutelle, après rapport du conseil d'administration, tout administrateur qui, sans motif valable, a été absent à trois réunions consécutives du conseil.

Article 28 : En cas d'irrégularités ou de carences caractérisées constatées dans le fonctionnement du conseil d'administration, celui-ci peut être dissout par le conseil de surveillance. En cas d'urgence, le ministre de tutelle peut, après avis du conseil de surveillance prononcer une suspension qui est soumise à la délibération du conseil de surveillance lors de sa prochaine réunion.

Si les faits incriminés sont imputables à un ou plusieurs membres du conseil d'administration, le conseil de surveillance procède à leur révocation, sans préjudice des poursuites judiciaires.

Article 29 : Le conseil d'administration élit, pour un mandat de trois ans renouvelable une fois, un président et deux (2) vice-présidents. Ces derniers ne peuvent appartenir au même collège d'administrateurs.

La présidence du conseil d'administration est tournante entre le collège des employeurs et celui des travailleurs et retraités.

En cas d'empêchement du président, celui-ci est remplacé par le premier vice-président.

L'empêchement définitif est constaté par arrêté du ministre de tutelle, sur saisine du conseil d'administration qui procède, dans ce cas, à l'élection d'un nouveau président devant appartenir au même collège que le président sortant dont il assure la durée restante du mandat.

Article 30 : Le conseil d'administration se réunit sur convocation de son président, soit à l'initiative de celui-ci, soit à la demande de la moitié au moins de ses membres.

Il peut se réunir également sur convocation du ministre de tutelle.

Article 31 : Le conseil d'administration siège deux fois par année civile en session ordinaire. La première session a lieu obligatoirement avant la fin du premier semestre de l'année pour l'approbation des comptes de l'exercice précédent, la seconde avant la fin du deuxième semestre, pour l'examen et l'adoption du projet de budget de l'exercice suivant.

Article 32 : Lors de ces sessions, d'autres points relatifs au fonctionnement de l'INAM peuvent être inscrits à l'ordre du jour, à condition que la majorité des membres donne son approbation.

Article 33 : Le conseil d'administration peut se réunir en session extraordinaire, en cas de nécessité.

Article 34 : Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer que si la moitié plus un des membres de chaque collège sont présents ou représentés.

Si ce quorum n'est pas atteint, une réunion sur le même ordre du jour est convoquée dans un délai maximum de huit (8) jours. Dans ce cas, la majorité simple des administrateurs présents ou représentés est requise.

Article 35 : Dans le cas où le ministre de tutelle fait connaître par écrit sa décision de rejet d'une délibération, le président du conseil d'administration dispose d'un délai de quinze (15) jours pour provoquer une nouvelle délibération à l'effet de statuer sur les propositions du ministre.

Article 36 : Le conseil d'administration dispose des pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'objet social de l'INAM. Il veille au bon fonctionnement de cet établissement. A cet effet, il :

- arrête l'organisation et le fonctionnement détaillés de l'INAM ;
- fixe les règles générales de gestion du personnel et veille à leur conformité avec les dispositions légales, réglementaires et conventionnelles ;
- arrête les comptes de l'exercice précédent, les programmes d'investissements et les budgets annuels ;
- propose les taux de cotisation applicables par l'INAM et le montant des subventions ou avances à demander à l'Etat ;
- propose l'assiette, le taux et les modalités de liquidation et de recouvrement des cotisations affectées à l'assurance-maladie fixés annuellement par la loi de finances ;

- approuve le règlement financier qui détermine le plan comptable et les procédures comptables ;
- approuve tout compromis, transaction, acquiescement ou désistement de garanties immobilières et de nantissement, les placements de fonds, les cautions, avals et émissions d'effets, la signature et la résiliation de contrats de bail ou d'assurance ;
- autorise les passations des marchés conformément au code des marchés publics et des délégations de services ;
- autorise les emprunts et accepte les dons et legs ;
- donne quitus de sa gestion au directeur général et se prononce sur les décharges de responsabilité ;
- nomme le ou les commissaire(s) aux comptes ;
- arrête la liste des actes de santé et des produits pharmaceutiques à couvrir par l'INAM ;
- recrute et nomme le directeur général ;
- approuve le règlement intérieur de l'INAM ;
- garantit à tout moment la solvabilité de l'INAM et son équilibre financier.

Le conseil d'administration peut déléguer certaines de ses attributions à son président ou au directeur général.

En cas d'urgence ou d'impossibilité de réunir le conseil d'administration, le président peut prendre les mesures nécessaires au fonctionnement de l'INAM, à charge pour lui d'en rendre compte aux administrateurs à la prochaine session.

Article 37 : Le président du conseil d'administration est chargé de :

- contrôler l'exécution par le directeur général des décisions du conseil d'administration ;
- convoquer le conseil d'administration ;
- garantir et faire respecter la légalité des débats ;
- authentifier les procès-verbaux de séance et signer tous les actes établis ou autorisés par le conseil ;
- faire publier les insertions légales ;
- exercer les pouvoirs qui lui sont délégués par le conseil d'administration, avec obligation de rendre compte à la prochaine session du conseil.

CHAPITRE V - DE LA DIRECTION GENERALE

Article 38 : L'INAM est placé sous l'autorité d'un directeur général recruté, après appel public à candidature, par le conseil d'administration.

Article 39 : Le directeur général assure la direction technique, administrative et financière de l'INAM qu'il représente dans tous les actes de la vie civile. A ce titre, il est chargé de :

- exécuter les décisions prises par le conseil d'administration auquel il rend compte de sa gestion ;
- gérer le personnel ;
- élaborer les projets d'organisation générale de l'INAM, les budgets annuels, les programmes d'activité et en assurer l'application ;
- signer les marchés conformément à la réglementation sur les marchés publics ainsi que tous les actes pour lesquels compétence lui est reconnue, entre autres, en matière de baux, contrats d'assurances, fonctionnement des comptes, opérations commerciales et civiles diverses ;
- prendre toutes mesures conservatoires nécessaires, en cas d'urgence, impliquant un dépassement de ses attributions normales, à charge pour lui d'en rendre compte par écrit et sans délai au président du conseil d'administration ;
- exercer toutes les attributions qui lui sont déléguées par le conseil d'administration ou par son président ;
- fixer l'organisation du travail dans les services ;
- assurer la discipline et l'application des textes relatifs à la sécurité et santé travail ;
- élaborer et soumettre au conseil d'administration le règlement intérieur, les projets d'accord d'établissement ou de conventions collectives ;
- ester en justice et accepter à titre conservatoire les dons et legs faits à l'organisme ;
- ordonner l'inscription des privilèges ou d'hypothèques au profit de l'INAM sur des biens meubles et immeubles de ses débiteurs et donner mainlevée ;
- soumettre au conseil d'administration un rapport annuel de gestion, des rapports trimestriels de gestion et tout autre rapport ou étude demandée par le conseil ;
- assurer le secrétariat des sessions du conseil d'administration.

Le directeur général est ordonnateur du budget. Il peut déléguer certaines de ses attributions à des agents de l'INAM nommément désignés.

Il est personnellement responsable de :

- la qualité des services rendus aux usagers par le système d'information et le dispositif de contrôle interne de l'INAM ;

- la réalisation à bonne date des résultats chiffrés du contrat d'objectifs conclu avec l'État.

Article 40 : Le directeur général est assisté de deux conseillers techniques :

- un conseiller juridique ;
- un médecin conseil principal.

Article 41 : Le conseiller juridique assiste le directeur général dans le traitement et la gestion des questions juridiques. A ce titre, il est notamment chargé :

- du suivi des dossiers de contentieux impliquant l'INAM ;
- de la préparation, en collaboration avec le conseil médical, des conventions passées entre l'INAM et les prestataires de soins, ainsi que des contrats avec tout autre prestataire ou fournisseur.

Article 42 : Le médecin conseil principal assiste le directeur général dans le traitement des questions liées à la gestion des prestations de soins et des relations avec les formations sanitaires. Il dirige le conseil médical de l'INAM. A ce titre, il participe aux négociations des conventions médicales avec les prestataires de soins et coordonne les activités liées au contrôle médical.

Il élabore les mécanismes de lutte contre les risques liés à l'assurance santé, veille à la qualité des soins fournis aux bénéficiaires et assure la représentation de l'INAM dans tous les actes liés à la conception de la politique sanitaire du pays.

Le directeur général peut confier au médecin conseil principal toute autre mission en rapport avec son domaine d'activité.

Article 43 : La direction générale de l'INAM comprend :

- le département de l'administration et des finances ;
- le département de la gestion des bénéficiaires ;
- le département de la gestion des prestations et de lutte contre la fraude ;
- le département de l'informatique et de la communication.

L'organisation et le fonctionnement de la direction générale ainsi que de ses services techniques sont déterminés par arrêté du ministre de tutelle.

CHAPITRE VI - DES DELEGATIONS REGIONALES ET PREFECTORALES

Article 44 : Les délégations régionales constituent les relais de l'INAM au niveau régional et préfectoral.

Article 45 : Une délégation régionale composée d'un comité de région et d'une cellule technique est installée dans chaque chef lieu de région administrative et à Lomé.

Article 46 : Le comité de région est composé d'un représentant par grands corps d'agents de l'Etat et ses démembrements et des retraités.

Les organisations syndicales ou associations respectives de ces corps désignent leurs représentants.

Un arrêté conjoint du ministre chargé de la fonction publique et du ministre chargé de la sécurité sociale détermine la liste de ces grands corps.

Les fonctions de membre de comité de région sont gratuites. Toutefois, les frais engagés dans le cadre des activités de l'INAM sont remboursés suivant les tarifs en vigueur.

Article 47 : Le comité de région se réunit une fois par an en présence de deux membres du conseil d'administration dont un représentant des agents publics et un représentant de l'Etat et ses démembrements, pour discuter des questions relatives au fonctionnement de l'INAM et à la satisfaction des assurés et bénéficiaires.

Article 48 : La cellule technique est un service déconcentré de la direction générale de l'INAM. Elle est dirigée par un coordinateur.

Elle assure les services directs aux assurés et le traitement des dossiers d'immatriculation et des prestations de soins.

Article 49 : Les délégations préfectorales sont les relais de l'INAM au niveau des préfectures. Leur organisation est définie par délibération du conseil d'administration, après avis du ministre de tutelle.

CHAPITRE VII - DES PRESTATAIRES

Section 1^{ère} : Des établissements de santé

Article 50 : Les accords de partenariat liant l'INAM aux prestataires, ainsi que leurs avenants, sont transmis par l'INAM au ministre chargé de la sécurité sociale et au ministre chargé de la santé pour approbation dans un délai maximum de quinze (15) jours à compter de leur réception. Passé ce délai, ils sont réputés approuvés.

Article 51 : Les prestataires de soins conventionnés sont soumis au contrôle de l'INAM conformément aux conventions qui les lient. Ce contrôle prend la forme d'un contrôle sur pièces et/ou d'un contrôle sur place.

Article 52 : En cas d'hospitalisation, le prestataire de soins est tenu d'aviser l'INAM, dans un délai lui permettant de s'assurer, le cas échéant, de la nécessité de voir prolonger l'hospitalisation au-delà du délai initialement prévu.

Toute entrave à ce contrôle entraîne des sanctions allant jusqu'à la résiliation de la convention.

En cas de carence du prestataire de soins, l'INAM est fondée à refuser le remboursement de tout ou partie des éléments constituant les frais d'hospitalisation correspondant au séjour au-delà du délai prévu à l'alinéa précédent.

Ces frais de séjour sont supportés par le prestataire lui-même.

Section 2 : Des pharmacies conventionnées

Article 53 : Le paiement aux pharmacies des frais encourus par l'assuré à l'occasion de l'achat des médicaments et des matériels médicaux se fait par l'INAM sur la base des prix homologués facturés.

Article 54 : Seuls sont pris en charge les médicaments et les matériels médicaux figurant sur une liste établie par le conseil d'administration et transmise aux ministres de tutelle et au ministre de la santé pour approbation.

CHAPITRE VIII - DU CONTROLE

Article 55 : L'INAM est soumis au contrôle des inspecteurs chargés du contrôle du régime d'assurance maladie ainsi qu'aux autres contrôles de l'Etat conformément à la législation en vigueur.

Article 56 : Les inspecteurs chargés du contrôle sont habilités à opérer des redressements dans la situation des assujettis, en cas de découverte d'irrégularités.

Article 57 : Les oppositions ou obstacles au contrôle des inspecteurs sont réprimés des peines prévues par la législation en vigueur.

CHAPITRE IX - DE L'ORGANISATION DE LA GESTION FINANCIERE DE L'INAM

Article 58 : Les opérations financières de l'INAM font l'objet d'un budget annuel équilibré en recettes et en dépenses.

Les lois de finances prévoient les cotisations obligatoires de l'Etat à verser à l'INAM. Elles peuvent fixer, en cas de subvention d'équilibre du fonds d'assurance maladie géré par l'INAM, les limites dans lesquelles les besoins de trésorerie peuvent être couverts.

Article 59 : Les différents indicateurs de gestion de l'INAM doivent être conformes aux ratios prudentiels de performance et aux normes comptables de la conférence interafricaine de la prévoyance sociale " CIPRES " et, le cas échéant, aux règles et procédures comptables en vigueur.

Article 60 : Les opérations comptables et financières de l'INAM, à défaut de dispositions particulières, s'effectuent et se constatent conformément aux usages applicables aux sociétés de droit privé.

Article 61 : L'INAM est fondée à poursuivre auprès du tiers responsable ou de sa compagnie d'assurance, le remboursement des prestations servies aux bénéficiaires, à l'occasion d'un accident de travail ou d'une maladie professionnelle.

Le règlement à l'amiable pouvant intervenir entre le tiers et le bénéficiaire ne peut être opposé à l'INAM qu'autant que celui-ci a été invité à y participer par lettre recommandée et ne devient définitif que trente (30) jours après l'envoi de cette lettre.

Article 62 : S'il apparaît en cours d'année que les ressources affectées au fonds d'assurance maladie sont insuffisantes pour faire face aux dépenses prévues, le conseil d'administration, réuni en session extraordinaire, détermine le montant nécessaire pour assurer l'équilibre.

Article 63 : L'équilibre est réalisé au moyen d'un prélèvement effectué sur le fonds de réserve constitué. Si la mobilisation de ces fonds de réserve s'avère insuffisante pour résorber le déficit constaté, et que les mécanismes de rétablissement de l'équilibre se révèlent insuffisants, l'Etat intervient par une subvention exceptionnelle d'équilibre affectée à l'INAM.

Article 64 : Les ressources de l'organisme de gestion se composent :

- des cotisations obligatoires de l'Etat employeur ;
- des cotisations obligatoires des collectivités territoriales ;
- des cotisations obligatoires des établissements publics à caractère administratif ;
- des cotisations obligatoires des agents publics en activités ;
- des cotisations obligatoires des agents publics à la retraite ;
- des subventions de l'Etat ;
- des dons et legs ;
- des revenus des placements ;

- des majorations et des intérêts moratoires pour retard dans le versement des cotisations ;
- de toutes autres recettes générées par les activités propres de l'organisme.

Article 65 : Les dépenses de l'INAM se composent :

- des dépenses de fonctionnement et d'investissement ;
- des dépenses de prestations de soins ;
- des dépenses exceptionnelles décidées par le conseil d'administration, dans les limites fixées par les textes en vigueur.

Article 66 : Toutes les activités effectuées à titre secondaire par l'INAM doivent faire l'objet d'une comptabilité séparée dans le respect des règles régissant chaque secteur d'activités.

Article 67 : L'INAM dispose d'un commissaire aux comptes et d'un commissaire aux comptes suppléants nommés et révoqués par arrêté conjoint du ministre des finances et du ministre de tutelle technique conformément à la réglementation en vigueur.

Leur mandat est de trois ans renouvelable une seule fois.

Article 68 : Le ou les commissaire (s) aux comptes contrôlent et certifient les comptes arrêtés par l'INAM. Ils rendent compte de leurs observations dans un rapport adressé au conseil d'administration, au ministre de tutelle technique et au ministre des finances.

CHAPITRE X - DU REGIME FISCAL ET DOUANIER DE L'INAM

Article 69 : L'INAM peut procéder au recouvrement de ses créances par voie d'état exécutoire.

Il jouit, dans ce cas, des privilèges du trésor public. Les titres de créances émis par le directeur général de l'INAM sont assimilés aux titres de créances de l'État.

Article 70 : Sans préjudice des dispositions de l'article 30 de l'acte uniforme de l'OHADA portant organisation des procédures simplifiées de recouvrement et des voies d'exécution, les deniers de l'INAM sont insaisissables et aucune opposition ne peut être pratiquée sur les sommes qui lui sont dues.

Les créanciers porteurs de titres exécutoires, à défaut de décision du conseil d'administration de nature à assurer leur paiement, peuvent se pourvoir devant le ministre de tutelle.

Article 71 : L'Etat met à la disposition de l'INAM, à titre gracieux, le domaine public nécessaire à l'accomplissement de ses missions.

Ce domaine est inaliénable, imprescriptible et insaisissable.

CHAPITRE XI - DISPOSITIONS PARTICULIERES

Article 72 : En cas de décès de l'assuré, les orphelins mineurs bénéficiaires d'une prestation d'orphelin et la veuve ou le veuf bénéficiaire d'une pension de réversion ont droit aux prestations de l'INAM. Cette disposition est subordonnée au versement d'une cotisation au taux fixé pour les agents à la retraite.

Article 73 : En cas de détachement ou d'affectation d'un agent de l'Etat dans une entreprise publique nationale ou autres institutions publiques, l'agent demeure bénéficiaire :

- si sa rémunération continue d'être versée par le Trésor public à l'INAM ;
- si sa rémunération est prise en charge par l'entreprise publique ou l'institution et les cotisations sont assurées sur la base de la nouvelle rémunération.

Article 74 : En cas de licenciement, révocation, déchéance ou démission de tout agent public, celui-ci perd automatiquement sa qualité de membre de l'INAM et ne bénéficie plus des prestations ; il en est de même pour ses ayants droit.

L'organisme payeur et l'administration émettrice d'ordre de paiement sont tenus de signaler à l'INAM tous les changements intervenus dans la situation administrative d'un agent et ne permettant plus le prélèvement des cotisations, notamment :

- démission ;
- licenciement ;
- exclusion temporaire ;
- révocation ;
- décès.

Article 75 : En cas de non paiement des cotisations pendant trois (3) mois, et sauf convention particulière, le droit aux prestations des assurés concernés est suspendu.

La reprise du droit aux prestations se fait immédiatement après la régularisation des comptes de cotisations.

CHAPITRE XII - SANCTIONS

Article 76 : En cas de fraude constatée, sans préjudice de poursuites judiciaires, le directeur général peut prononcer la privation temporaire des droits de l'assuré pour une période allant de trois (3) à neuf (9) mois, assortie du remboursement du montant des prestations indûment payées.

En cas de récidive, le directeur général de l'INAM prononce, soit une nouvelle privation temporaire pour une période de douze (12) mois, assortie du remboursement des prestations indûment payées, soit propose au conseil d'administration l'exclusion définitive de l'assuré.

Toute privation de l'assuré entraîne celle des ayants-droit.

Article 77 : Dans tous les cas de suspension, la cotisation de l'assuré en cause continue d'être normalement prélevée.

Article 78 : En cas de privation ou d'exclusion, les cartes de l'assuré et de tous ses ayants-droit doivent être déposées immédiatement auprès des services de l'INAM toute utilisation de carte pendant une période de privation ou d'exclusion entraîne automatiquement le remboursement du double des paiements effectués par l'INAM à tout prestataire de soins.

Article 79 : Toute personne qui, par n'importe quel moyen, aura commis ou tenté de commettre des actes frauduleux contre l'INAM ou s'en serait rendu complice, devra lui rembourser, sans formalités, tous les frais engagés et à engager, majorés des intérêts au cours du jour, sans préjudice des poursuites judiciaires.

CHAPITRE XIII - DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

Article 80 : L'INAM peut, après approbation du conseil de surveillance, signer des conventions particulières avec toutes entreprises ou toutes autres institutions pour la prise en charge de leurs travailleurs.

Le dossier de demande d'approbation doit comporter une note technique prouvant que l'initiative n'est pas de nature à déséquilibrer le système d'assurance maladie ainsi qu'un avis motivé du conseil d'administration.

Article 81 : A l'exception des agents publics qui pourraient être affectés ou mis en détachement au service de l'INAM et qui continuent d'être régis par les statuts de leur corps d'origine dans les conditions fixées par les textes en vigueur, le personnel de l'INAM est régi par les dispositions du code du travail et bénéficie d'une convention collective, d'un statut ou d'un accord d'établissement.

Article 82 : La mise en liquidation de l'INAM est prononcée par décret en conseil des ministres.

Article 83 : Des textes réglementaires déterminent, en tant que de besoin, les dispositions nécessaires à l'application du présent décret.

Article 84 : Le ministre du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale, le ministre d'Etat, ministre de la fonction publique et de la réforme administrative, le ministre de la santé et le ministre de l'économie et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal officiel de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 19 MARS 2011

Le Premier ministre

Gilbert Fossoun HOUNGBO

Le Président de la République

Faure Essozimna GNASSINGBE

Le ministre d'Etat, ministre de
la fonction publique et de
la réforme administrative

Solitoki Magnim ESSO

Le ministre du travail, de l'emploi
et de la sécurité sociale

Octave Nicoué K. BROOHM

Le ministre de l'économie
et des finances

Adjì Othè AYASSOR

Le ministre de la santé

Komlan MALLY

Pour ampliation
Le Secrétaire général
de la Présidence de la République

Kwesi Séléagodji AHOOMEY-ZUNU